

Première Réunion ministérielle de la cinquième TICAD (4 et 5 mai 2014)

Séance plénière 1 « Evaluation de la mise en œuvre du Plan d'action de Yokohama 2013-2017 »

Résumé des Présidents

La séance consacrée à l'état de la mise en œuvre du Plan d'action de Yokohama 2013-2017 (ci-après désigné comme « le Plan d'action ») a été coprésidée par S.E. M. Fumio Kishida, ministre des Affaires étrangères du Japon, et S.E. M. Pierre Moukoko Mbonjo, ministre des Relations extérieures de la République du Cameroun. Elle s'est ouverte sur une présentation liminaire par M. Kishida, et a été suivie par les débats tenus avec S.E. M. l'Amb. Jean-Baptiste Natama, Directeur de cabinet de la Présidente de la Commission de l'Union africaine(CUA), S.E. M. Maged Abdelaziz, Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique, OSAA, M. Abdoulaye Mar Dieye, Sous-Secrétaire général, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique, PNUD, et M. Gregor Binkert, Directeur régional, Banque Mondiale, qui ont servi de base aux débats.

La séance a été menée pour valider la Matrice de mise en œuvre du Plan d'action (ci-après désignée comme « la Matrice », le Résumé narratif et les Lignes directrices pour les rapports annuels d'avancement de la cinquième TICAD (ci-après désignées comme « les Lignes directrices »), ainsi que pour débattre de la meilleure façon de réaliser les résultats attendus définis dans le Plan d'action.

S.E. M. Kishida a réaffirmé que le Japon a mis en œuvre avec détermination les engagements qu'il a pris à la cinquième TICAD et va continuer de le faire, soulignant qu'en 2013, 3 milliards 510 millions de dollars US ont déjà été mis à contribution sur un engagement total de 14 milliards pour l'APD, et 2 milliards 80 millions de dollars US dans le cadre d'autres types d'aides. Il a aussi mis en lumière qu'un climat d'investissement plus libre et plus sûr serait nécessaire pour promouvoir l'accroissement des échanges commerciaux et des investissements tiré par le secteur privé en Afrique. Les autres co-organisateur, à savoir la CUA, l'OSAA, le PNUD et la Banque Mondiale ont exposé les caractéristiques de la Matrice et ont souligné que le renforcement des capacités propres des femmes et des jeunes était un thème transversal.

Les participants ont abordé un large éventail de sujets, partagé les informations, et émis des suggestions pratiques pour réaliser les résultats attendus définis dans le Plan d'action. Les points suivants mettent en lumière les enjeux clés évoqués et les conclusions auxquelles sont parvenus les experts :

- (1) Les participants ont salué l'achèvement de la Matrice et exprimé leur détermination à réaliser par leurs efforts et par leurs contributions les résultats attendus définis dans le Plan d'action. Les participants ont également mis d'accord sur le fait que la Matrice nécessite d'être suivie et évaluée aux futures réunions ministérielles. Ils ont noté que un financement adéquat doit être assuré, particulièrement dans le domaine de la paix, de la stabilité, de la démocratie et de la bonne gouvernance, pour assurer la mise en oeuvre de la Matrice.

- (2) Les participants ont mis l'accent sur l'approche innovative du Plan d'action pour mettre en pratique le principe de l'appropriation par l'Afrique, car il inclut non seulement des initiatives des partenaires mais aussi celles de l'Afrique elle-même. Ils ont exprimé leur souhait de voir la Matrice qui devrait renforcer davantage l'appropriation par l'Afrique et sa coopération avec les partenaires de la TICAD et contribuer à une plus grande cohérence entre la politique de développement pour l'Afrique dans son ensemble et le processus de la TICAD.
- (3) Les Lignes directrices établissent les procédures pour la production des rapports annuels et assurent aussi la transparence dans le suivi de l'avancement des activités/initiatives de la Matrice, comme le mécanisme de suivi de la quatrième TICAD. Les participants se sont montrés prêts à coopérer avec le Secrétariat conjoint de la TICAD pour faire rapport des progrès dans la mise en œuvre de leurs activités/initiatives respectives.
- (4) Le secteur privé joue constamment un rôle majeur en termes de contribution à la croissance économique en Afrique. Les participants ont réaffirmé l'importance d'assurer une plus grande implication du secteur privé dans le développement africain, notamment par la promotion de partenariats public-privé (PPP), le développement de ressources humaines, et l'amélioration du climat d'investissement, y compris en termes de sûreté et de sécurité.
- (5) Il a été convenu que la société civile, y compris les ONG, est elle aussi un partenaire majeur dans le développement de l'Afrique, partenaire qui a par son travail apporté des contributions significatives dans divers domaines tels qu'éducation, santé, paix et stabilité. Les participants vont travailler de concert pour une collaboration et une coordination efficaces entre les gouvernements, les partenaires de développement, le secteur privé et la société civile, notamment par des dialogues en vue de la réalisation des résultats attendus définis dans le Plan d'action.
- (6) Une proposition de raccourcir de 5 ans à 3 ans l'intervalle d'organiser les conférences au sommet de la TICAD. M. le Ministre Kishida a répondu qu'il y a beaucoup de possibilité concernant le lieu et la date de tenue de la conférence au sommet de la TICAD, et que cette question doit être examinée dans la perspective de comment mieux faire avancer le processus de la TICAD, et a confirmé qu'il s'engagera à une consultation étroite avec tous les co-organisateur.

Après le discours de conclusion de S.E. M. Moukoko Mbonjo, les participants validaient la Matrice, le Résumé narratif et les Lignes directrices, et a réaffirmé que l'Afrique, les co-organisateur et les autres partenaires de la TICAD travailleraient ensemble afin de réaliser les résultats attendus définis dans le Plan d'action, en mettant en œuvre avec constance leurs activités/initiatives respectives de la Matrice.

FIN